VEND. 30 AVRIL, SAM. 1er ET DIM. 2 MAI 2021 - N°6001 | NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT | DÉPÔT LÉGAL 100/1991 | DIRECTEUR DE PUBLICATION **KHALID BELYAZID**

Les documents de

L'ECONOMISTE

Entreprise Certifiée Qualité ISO 9001 version 2015

Système de Management de la Qualité certifié ISO 9001 version 2015 par BUREAU VERITAS MAROC

Agrobusiness
La réforme sur de bons rails

Agro-industrie: Des avancées et des déficits de valorisation

■ Contrat-programme: 62% de l'objectif

■ 7,5 milliards de DH injectés sur les 12 milliards programmés

■ La moitié des emplois ciblés à peine créée

L'échéance fixée pour la stratégie agro-industrielle est le mois d'avril 2021. Elle devait être déployée à travers le contrat-programme signé avec les professionnels en avril 2017. La convention cible principalement le développement de chaînes de valeur intégrées et compétitives à travers la valorisation des productions agricoles (Ph. MAP)

AVRIL 2021, c'est l'échéance fixée pour la stratégie agro-industrielle. Elaborée par les départements de l'Agriculture et de l'Industrie, elle devait être déployée à travers le contrat-programme signé avec les professionnels en avril 2017.

La convention cible principalement le développement de chaînes de valeur intégrées et compétitives à travers la valorisation des productions agricoles, notamment les fruits et légumes ainsi que les cultures industrielles. Dotée d'un investissement global de 12 milliards de DH dont 4 milliards à la charge de l'Etat (2,8 milliards par l'Agriculture et 1,2 milliard par l'industrie), le contrat-programme vise des objectifs ambitieux. En tête, la création de 38.000 emplois permanents et le double en termes de postes indirects. S'ajoutent aussi, la réalisation d'un chiffre d'affaires additionnel de 42 milliards de DH par an, un mieux à l'export de 12,5 milliards de DH et une valeur ajoutée annuelle en plus de 13 milliards de DH.

Face à ces objectifs, quel bilan faut-il dresser? Selon les dernières données du ministère de l'Agriculture, pas moins de 81% de l'objectif a été réalisé à ce jour. Par les chiffres, il s'agit de 267 projets qui ont bénéficié de l'aide de l'Etat pour un investissement global de 7,5 milliards de DH.

Rapporté à l'investissement porté par le contrat-programme (12 milliards de DH), cela représente 62% du total. De même, le soutien versé jusqu'à présent par les fonds dédiés s'élève à 1,27 milliard de DH, soit 42,5% de l'objectif.

Par ailleurs, le total d'emplois ciblé par les projets lancés ou réalisés se chiffre à environ 19.850 postes, soit la moitié de l'objectif. Et le chiffre d'affaires additionnel est estimé à 22,2 milliards de DH dont 28% à l'export.

Néanmoins, le Comité technique du Fonds de développement agricole se félicite de ces réalisations menées en collaboration avec le département de l'Industrie. A noter que les engagements du FDA s'élèvent à 602 millions de DH au titre de sa contribution à la création ou à la mise à niveau de 178 unités de valorisation de produits agricoles frais d'origine végétale ou animale (20% en moyenne de l'investissement).

Aucune indication n'est par ailleurs fournie quant aux filières qui ont réalisé des avancées remarquables ou qui doivent combler les déficits en termes de valorisation. Si le plan Maroc Vert a permis à certaines filières de doubler, voire de tripler leur production, la valorisation n'a malheureusement pas suivi. A tel point que l'intégration de certaines filières s'est même désarticulée. C'est le cas de l'agrumiculture, des oléagineux et des fruits et légumes. Pour l'activité des conserves de produits agricoles, des reculs, voire la disparition de certaines préparations à l'export, sont révélateurs du déficit de valorisation. Et surtout de compétitivité.

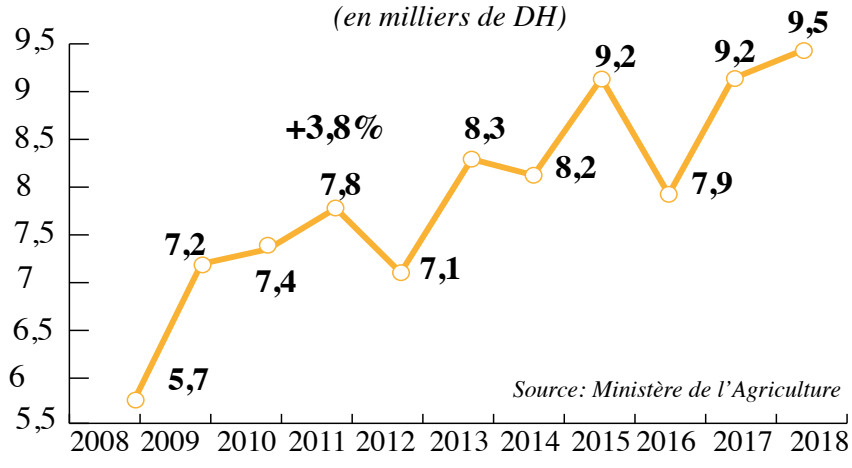
Pourtant, le PMV a permis la création de 342.000 emplois supplémentaires, et l'augmentation du nombre de jours de travail par an et par ouvrier suite à l'extension des superficies cultivées, à la diversification des cultures, et à l'amélioration de la production. (Voir interview du président du groupe Crédit Agricole du Maroc). L'agriculture solidaire n'est pas en reste. Les projets déployés ayant profité à plus de 700.000 bénéficiaires et ont permis de mettre en place des unités de valorisation et des aménagements hydro-agricoles structurants.

De leur côté, les produits du terroir ont été fortement développés avec labellisation, mise à niveau des coopératives et création d'unités de valorisation.❑

A.G.

Variation du revenu moyen par agriculteur depuis 2008

(en milliers de DH)



Sur la période du plan Maroc Vert, le revenu par agriculteur a pratiquement doublé. Mais il s'est établi au tiers du Smig dans le milieu urbain. Parallèlement, le PIB agricole a doublé entre 2008 et 2018 avec une augmentation annuelle de 5,25% ce qui a placé le Maroc parmi le top 10 des pays en termes de croissance agricole et a permis de créer une valeur ajoutée supplémentaire de 47 milliards de DH

Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances • Société d'Assurances Mutuelle • Entreprise régie par la loi 17-99 portant code des assurances • RC : 59781 • ICE : 001609442000096

MAMDA

Avec une offre complète et innovante couvrant les assurances de personnes, et de dommages, notamment le bétail, les récoltes, les bâtiments, les outils de production ainsi que la responsabilité civile.
MAMDA est toujours mobilisée aux côtés du monde agricole.

التعاضدية الفلاحية
mamda

WWW.MAMDA-MCMA.MA

Comment le secteur agricole a bâti sa résistance

■ L'agriculture et l'agro-industrie parmi les secteurs les plus résilients face à la crise sanitaire

■ Partenaire financier de référence des stratégies nationales, le groupe CAM reste mobilisé

«Nous avons également doublé l'enveloppe de financement habituellement dédiée à l'accompagnement de la campagne agricole en la portant à 8 milliards de DH afin de soutenir les agriculteurs et les entrepreneurs ruraux et contribuer efficacement à l'émergence d'une classe moyenne en milieu rural», indique le président du directoire du groupe CAM (Ph. L'Economiste)

- L'Economiste: Dans quel état se trouve la filière après la double sécheresse et la crise du coronavirus?

- Tariq Sijilmassi: L'agriculture au Maroc a toujours été un secteur d'importance stratégique pour le développement socio-économique du pays, d'autant plus que ce secteur est porteur d'enjeux économiques mais surtout sociaux importants tels que la lutte contre la pauvreté, l'augmentation des revenus des agriculteurs, la préservation des ressources naturelles, le développement durable et la sécurité alimentaire. Quoique le secteur ait fait preuve de beaucoup de résilience, notamment face à la crise du coronavirus, la sécheresse des deux dernières campagnes agricoles ainsi que la crise sanitaire ont eu un impact certain sur la trésorerie des agriculteurs.

En tant que partenaire des opérateurs agricoles et des différentes filières, le Crédit Agricole du Maroc a déployé des mesures spécifiques pour leur apporter le soutien nécessaire et leur permettre de dépasser cette conjoncture difficile. Ainsi, au cours de la campagne passée, nous avons mobilisé une enveloppe additionnelle de financement de 1,5 milliard de DH. Nous avons procédé à une opération de traitement de l'endettement pour l'ensemble des agriculteurs opérant dans toutes les filières de productions agricoles en fonction de leurs encours.

La Banque a, par ailleurs, financé les importations de blé et d'aliments de bétail à travers le financement des sociétés importatrices opérant dans ce domaine mais aussi l'accompagnement de l'opération d'importation de l'orge subventionné lancée par le ministère. Nous avons également doublé l'enveloppe de financement habituellement dédiée à l'accompagnement de la campagne agricole en la portant à 8 milliards de DH au lieu de 4 milliards afin de soutenir les agriculteurs et les entrepreneurs ruraux et contribuer efficacement à l'émergence d'une classe moyenne en milieu rural.

- Quels sont les enjeux de demain et comment parvenir à concilier croissance et développement durable?

- Le Souverain a donné, lors de ses derniers discours, la feuille de route pour les enjeux de croissance et de développement à venir. L'émergence de la classe moyenne rurale est aujourd'hui l'enjeu majeur pour tous les acteurs concernés. La croissance et le développement durable passeront indéniablement par l'encouragement de l'entreprenariat rural en général et celui des jeunes en milieu rural en particulier, l'inclusion financière des populations rurales et la création de valeur à travers l'accompagnement de projets porteurs et innovants de nature à favoriser le développement socioéconomique du monde rural.

- La technologie bouleverse les codes dans de nombreuses activités traditionnelles. Quels sont les ingrédients pour assurer une transition réussie dans le secteur agricole?

- Effectivement et, la digitalisation en est l'exemple le plus parlant. Aujourd'hui, la digitalisation des chaînes de valeur agricoles est une tendance forte à l'échelle internationale et en Afrique en particulier. C'est un catalyseur qui permet l'amélioration de la performance globale de tous les acteurs du secteur agricole ainsi que la sécurisation et la traçabilité des flux financiers les concernant. C'est également un moyen pour simplifier et rendre plus accessible le conseil et l'encadrement technique mais aussi et surtout pour assurer l'inclusion financière en facilitant l'accès aux services financiers dans le monde rural. C'est d'ailleurs particulièrement important et impactant dans le milieu rural car la digitalisation efface les distances et permet aux zones les plus reculées du royaume d'accéder aux services bancaires.

Le challenge est de pouvoir doser l'usage du digital, dans un premier temps tout du moins, pour assurer un équilibre adéquat entre technologie numérique et contact humain, afin de permettre aux usagers dans le monde agricole et rural de s'adapter à la révolution digitale.❏

Propos recueillis par Franck FAGNON

Plus de 70 milliards de DH engagés dans le Plan Maroc Vert

LE groupe a, à plusieurs égards, été précurseur et avant-gardiste pour répondre aux problématiques du monde rural et faciliter l'accès aux services bancaires à l'ensemble des citoyens notamment les populations résidant dans les zones enclavées. Son engagement et sa mobilisation pour l'accompagnement du secteur et des entrepreneurs agricoles tout au long des chaînes de valeur a toujours été indéfectible. Plus globalement, le groupe est le partenaire financier de référence des stratégies agricoles nationales, tant le Plan Maroc Vert, pour lequel la Banque a porté ses engagements à plus de 70 milliards de DH, que la nouvelle stratégie «Génération Green 2020-2030» qu'elle accompagne dans chacun de ses axes par des dispositifs spécifiques.❏

342.000 emplois créés, 47 milliards de DH de valeur ajoutée supplémentaire...

«LE Plan Maroc Vert a fait de l'agriculture une priorité nationale avec des réalisations qui ont été à la hauteur des objectifs fixés et a permis d'insuffler une nouvelle dynamique au secteur agricole marocain», relève le président du Crédit Agricole du Maroc. Sur le plan économique, le PIB agricole a doublé entre 2007 et 2018 avec une augmentation annuelle de 5,25%, ce qui a placé le Maroc parmi le top 10 des pays en termes de croissance agricole et a permis de créer une valeur ajoutée supplémentaire de 47 milliards de DH. Au niveau social, le PMV a permis la création de 342.000 emplois supplémentaires, et l'augmentation du nombre de jours de travail par an et par ouvrier suite à l'extension des superficies cultivées, à la diversification des cultures, et à l'amélioration de la production. Le Plan Maroc Vert a, en outre, permis de mieux structurer le secteur agricole à travers, notamment, l'organisation des filières et des interprofessions, l'intensification et la modernisation de la production, la valorisation des potentialités régionales et la promotion de l'investissement. Tous ces efforts ont eu un impact positif sur l'amélioration du niveau de la productivité agricole et le développement du secteur agricole et du monde rural en général. ❏

TASBIQ FDA

LA BONNE SOLUTION POUR LA RELANCE DU MONDE RURAL À 3,5%

En partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, le Crédit Agricole du Maroc lance " **TASBIQ FDA** ", une réponse novatrice pour la relance du monde rural.

Avec " **TASBIQ FDA** ", bénéficiez d'une avance sur subvention dans le cadre du Fonds de Développement Agricole (FDA) au taux préférentiel de **3,5%** sur simple ouverture d'un compte au Crédit Agricole du Maroc et justification d'une décision d'octroi de la subvention FDA par le Ministère.

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

ⵜⴰⵎⴰⵡⴰⵙⵜ ⵏ ⵜⴼⵍⵍⴰⵃⵜ ⴷ ⵜⴳⵎⵔⵜ ⵜⴰⵢⵍⴰⵏⵜ
ⴷ ⵜⴳⵎⵉ ⵜⴰⴼⴰⵔⴰⵏⵜ ⴷ ⵡⴰⵎⴰⵏ ⴷ ⵜⴰⴳⴰⵏⵉⵏ

Ministère de l'Agriculture de la Pêche Maritime,
du Développement Rural et des Eaux et Forêts

CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

البركة تجمعنا
ⵍⴱⴰⵔⴰⴽ ⵜⵙⵎⵓⵏ ⴰⵏⵖ
Partageons le Progrès
Sharing Progress

Depuis 1929, Cosumar s'engage auprès de ses partenaires pour un progrès durable et partagé par tous. Cette ambition est portée au quotidien par les femmes et les hommes de Cosumar qui œuvrent pour le développement social et économique des régions dans le respect de notre Terre.
C'est pour cela que depuis 90 ans, Cosumar produit bien plus que du sucre.

كوسومار
COSUMAR
— 1929 —

www.cosumar.co.ma

L'assurance, une sécurité pour

■ Les produits commercialisés par la MAMDA répondent à l'ensemble des besoins

■ Développement du réseau de distribution, accroissement du réseau, digitalisation

- L'Economiste: La convention signée avec l'Etat en 2011 prévoit la couverture d'un million d'hectares, un objectif dépassé. Une nouvelle convention est-elle prévue?

- Larbi Lahlou: Le Maroc a toujours connu des sécheresses sévères dont certaines ont eu des répercussions dramatiques sur l'économie du pays et sur les conditions socio-économiques de la population notamment rurale. En 2011, la MAMDA, en commun Accord avec le ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime et le ministère de l'Economie et des Finances, a lancé l'assurance Multirisques Climatiques (MRC) pour la couverture des cultures céréalières et légumineuses (représentant près de 70% des superficies cultivées au Maroc) et les prémunir contre 6 aléas climatiques recensés sur l'ensemble du territoire national (sécheresse, excès d'eau, grêle, gel, vent violent, vent de sable). Rappelons

Larbi Lahlou, directeur général délégué de la MAMDA: «Les superficies couvertes seront nettement supérieures à celles d'aujourd'hui» (Ph. Bziouat)

que les principaux objectifs de ce produit d'assurance consistent à garantir les investissements des agriculteurs, quelle que soit la taille de leur exploitation et ce sur l'ensemble du territoire national afin d'atténuer les effets des aléas climatiques sur leur production. Dès la première saison agricole de déploiement (2011-2012) la MAMDA a couvert plus de 300.000 ha et au cours de la saison agricole de 2015-2016 l'objectif fixé de couvrir 1.000.000 d'ha a été réalisé conformément aux stipulations de la convention signée en 2011. Depuis 2015, la MAMDA assure annuellement 1.000.000 ha correspondant à la superficie maximale cible fixée par l'Etat. La volonté de la MAMDA est de continuer de faire croître ce produit notamment dans le cadre de la nouvelle stratégie de développement du secteur agricole, «Génération Green 2020-2030», qui prévoit une extension en termes de superficies et de type de cultures à couvrir.

- Comment fonctionne cette couverture et quel est le montant des indemnisations accordées?

- Au cours des cinq dernières années, le Maroc a connu deux sécheresses sévères à savoir celles de 2015-2016 et 2019-2020. La MAMDA a réglé au total aux agriculteurs marocains des sinistres liés à l'impact des aléas climatiques à hauteur de 3 milliards de DH. Il est toutefois important de souligner que chaque année des événements climatiques localisés impactent le rendement des agriculteurs et que tous les ans la MAMDA indemnise des agriculteurs localisés dans des communes sinistrées. Nous notons rétrospectivement que le Partenariat Public Privé résultant de la convention signée entre la MAMDA et l'Etat joue pleinement son rôle. En effet, par le biais de ce mécanisme une portion du risque financier en cas d'avènement d'aléas climatiques est transférée de l'Etat vers le secteur privé. De plus, les agriculteurs sont indemnisés dans les meilleurs délais grâce aux processus mis en place par la MAMDA. A titre d'illustration, la sécheresse impactant la saison agricole 2019-2020 et la période d'indemnisation en découlant coïncidait avec les restrictions liées à l'épidémie du Covid-19 et le mois sacré de Ramadan. Malgré ces fortes contraintes, les agriculteurs ont été indemnisés au cours du mois d'avril, avant le début du mois sacré de Ramadan.

Ces réalisations exceptionnelles n'ont été possibles que par l'investissement régulier de la MAMDA dans le monde agricole: développement du réseau de distribution dans le monde rural, accroissement du réseau d'experts (200 experts déployés par campagne), digitalisation des processus (rapport d'expertise, règlement à distance,...) et l'investissement dans des systèmes d'informations dédiés (images satellitaires de données végétales, progiciel de souscription et d'indemnisation).

Taux de pénétration et produits diversifiés

LE taux de pénétration de l'assurance agricole au Maroc est le plus important d'Afrique et du monde arabe. Il faut noter qu'il a doublé entre 2010 et 2020. Cette performance, nettement supérieure à celle du marché des assurances sur la même période, a été possible grâce au concours de l'ensemble des investissements cités précédemment ainsi qu'un travail continu de recherche et développement.

Ce taux de pénétration de l'assurance agricole a été amélioré du fait de l'offre globale des produits proposée par la MAMDA aux agriculteurs. Cette offre de produits d'assurances dédiés au monde agricole couvre tous les besoins des agriculteurs: leur santé et prévoyance, leurs biens (matériel et machines agricoles, tracteurs et véhicules utilitaires, bâtiments), leurs récoltes (à travers les produits multirisques climatiques) et leurs élevages (bovin, caprin, équin, aviculture, apiculture, aquaculture). Ces produits couvrent aujourd'hui, de manière adéquate et conformément à leurs attentes et à leur capacité, les agriculteurs marocains.

A titre d'illustration, la MAMDA dispose d'un produit d'assurance mortalité de bétail prisé par les éleveurs: elle intervient en cas de décès d'animal suite à un accident, une saillie, une gestation, une mise bas, en cas d'électrocution ou de noyade et permet une indemnisation de l'éleveur à hauteur de 85% de la valeur de l'animal assuré. Ce produit a fait l'objet d'améliorations continues pour proposer in fine un tarif dégressif basé sur une franchise donnée.

La MAMDA dispose également de produits d'assurance dédiés à la filière avicole offrant la garantie du paiement d'une indemnité complémentaire à celle prévue par les arrêtés en vigueur et couvrant des maladies réputées légalement contagieuses: Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP), maladie de Newcastle (NC) et Salmonelle Pulorrum Galinarum (SPG).

De même, la MAMDA a créé un produit d'assurance spécifique aux professionnels de l'aquaculture: destiné aux éleveurs de poissons dans les bassins d'eau douce et marins ou aux propriétaires de fermes aquacoles, l'assurance multirisque aquaculture vise à couvrir la mortalité du cheptel aquacole suite aux événements pathologiques, météorologies et autres dommages causés aux installations et équipements utilisés par ce genre d'activité (maladie, pollution, collision, vol et disparition, attaques de prédateurs d'origine animale, modification des paramètres physico-chimiques de l'eau,…).

Concernant l'apiculture, le produit d'assurance proposé par la MAMDA couvre la responsabilité civile des apiculteurs (dégâts causés aux tiers par les abeilles) ainsi que l'incendie des ruches. Ces produits répondent non seulement aux enjeux importants portés par ces activités en raison du volume conséquent des capitaux investis mais répond également aux prérequis des institutions financières qui exigent de plus en plus de disposer de garanties adaptées.

Ces produits d'assurances sont généralement conçus selon une formule de base qui couvre les risques spécifiques aux agriculteurs et éleveurs: multirisques industrielles, mortalité, accident du travail, responsabilité civile, … La formule est enrichie par des couvertures complémentaires telles que la maladie (attamine attaadoudi), la retraite, le décès et l'invalidité.

Dans le cadre de la mise en place du «Plan Génération Green», la MAMDA proposera pour la campagne 2021-2022 des produits complémentaires à ceux présentés. A titre d'illustration, nous pouvons mentionner notre implication et les réflexions en cours pour offrir aux agriculteurs une couverture santé leur permettant un accès aux soins en toute quiétude et les protéger contre les conséquences liées au coût élevé des soins en milieu hospitalier. ❏

les investissements des agriculteurs

- Des changements sont-ils prévus par l'avenant à la convention signée en 2011 avec l'Etat?

- La superficie que couvrira la MAMDA au cours des prochaines années dépendra du contenu et des modalités de l'avenant à la convention signée avec l'Etat. Le ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime et des Eaux et Forêts, dans sa nouvelle stratégie «Génération Green», a fait part de son ambition de promouvoir et renforcer les produits de Multirisques Climatiques dédiés à l'Arboriculture (MRA) et à la céréaliculture et légumineuses (MRC).

Il va de soi que les superficies couvertes seront nettement supérieures à celles d'aujourd'hui. Les objectifs chiffrés en termes d'hectares et le rythme de réalisation dépendront de la stratégie de mise en œuvre souhaitée par l'Etat.

- Comment la MAMDA se prépare-t-elle à l'arrivée d'autres compagnies?

- Le marché de l'assurance au Maroc est et a toujours été un marché ouvert que ce soit pour les produits assurantiels dédiés à l'agriculture ou les autres segments de l'économie. La MAMDA, créée en 1963, est depuis lors exclusivement dédiée au monde agricole ce qui lui octroie une expertise et un savoir faire qui la différencie des autres compagnies d'assurances. Nous voulons pour preuve notre capacité à développer des produits de qualité répondant aux besoins réels des agriculteurs quelque soit leur taille ainsi que notre présence ancrée dans le monde rural.De plus, la MAMDA n'a ménagé aucun effort pour être aux meilleurs standards et coopère de manière continue avec les meilleurs experts nationaux et internationaux pour anticiper et répondre au mieux aux besoins de notre population cible. La stratégie du groupe, conforme à l'esprit mutualiste qui nous anime, a depuis toujours placé le sociétaire et la qualité de service au centre de nos préoccupations. Cette approche, couplée aux investissements réalisés, nous a permis depuis 10 ans d'être constamment à la pointe des meilleures pratiques et d'augmenter notre part de marché de manière continue. Ces éléments dénote de la bonne dynamique de la MAMDA et nous réconforte pour le futur.

- L'assurance a-t-elle redessiné les contours du paysage agricole?

- Lors des années de sécheresse, en complément des mesures prises par l'Etat, l'indemnisation des sinistres dont bénéficient les agriculteurs, notamment les plus petits et les plus vulnérables, permet de réduire l'impact du changement climatique sur leurs revenus et permet de fixer les agriculteurs sur leur terre pour limiter l'exode rural. En effet, quelque soit la sévérité de l'aléa climatique sur le rendement agricole, grâce à l'assurance MRC, l'agriculteur bénéficie d'un capital minimum pour planter la saison agricole suivante. De plus, les produits d'assurances commercialisés par la MAMDA permettent de sécuriser les investissements des agriculteurs et de se substituer, en cas de sécheresse, pour le remboursement des prêts octroyés pour l'achat d'intrants agricoles.

Le paysage agricole a énormément évolué ces dernières années et la MAMDA a toujours eu pour objectif d'accompagner autant le petit que le grand agriculteur. C'est pourquoi, notre offre de produits est très large et vise à répondre à l'ensemble des besoins du monde agricole des plus simples aux plus sophistiqués.❏

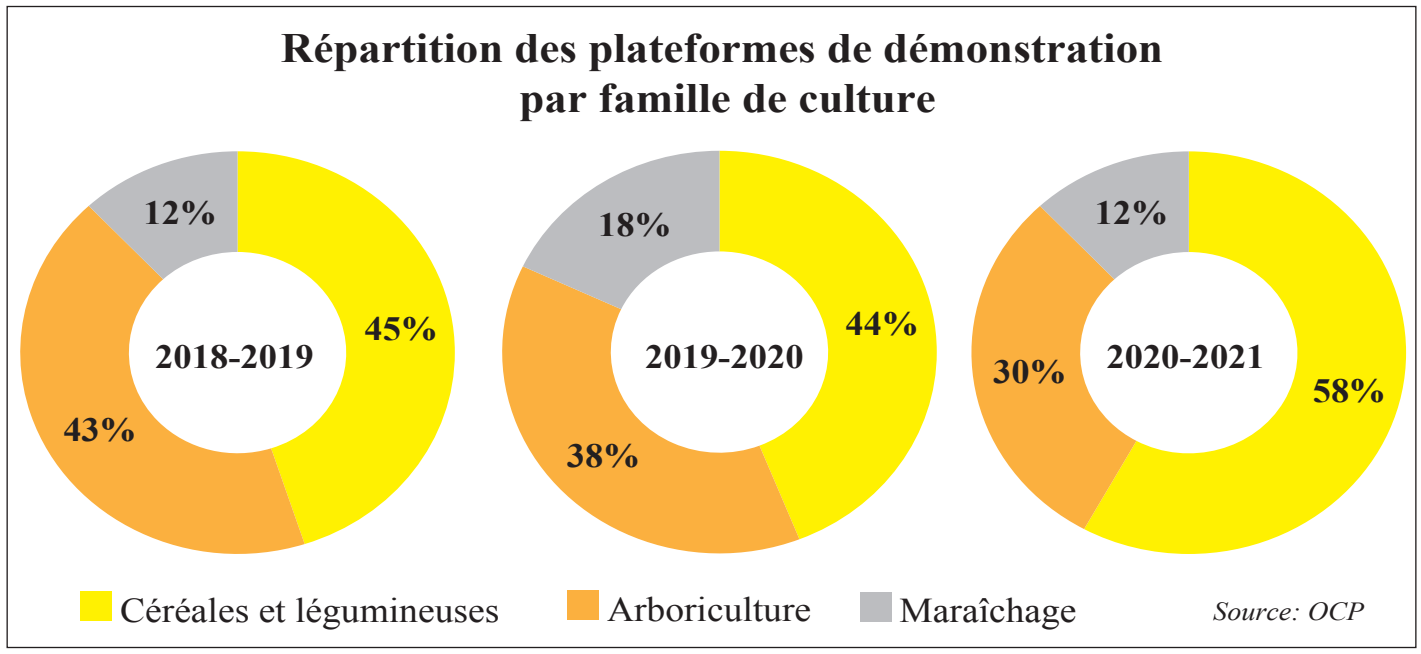
Propos recueillis par
Khadija MASMOUDI

OCP: L'alchimie de la fertilisation des sols

■ La fertilisation raisonnée, principal levier de productivité et durabilité

■ Trois grandes familles de cultures: Céréales et légumineuses, maraîchage et arboriculture

■ Enjeu: Passer d'une activité de subsistance à un business rentable et durable



PLUS de 30.000 agriculteurs marocains sont accompagnés, par le groupe OCP, depuis le lancement du programme Al Moutmir. Lancée en 2018, l'initiative Al Moutmir est une offre multiservices articulée autour de solutions innovantes et personnalisées (à la carte) afin de mieux accompagner les agriculteurs. Cette opération d'envergure nationale repose sur la promotion des meilleures pratiques agricoles, techniques et surtout l'amélioration de la gouvernance. L'enjeu principal étant d'optimiser «la fertilisation raisonnée en tant que levier majeur afin d'améliorer la productivité et préserver les ressources naturelles».

Concrètement, le programme Al Moutmir de l'OCP se décline en une série de produits et solutions «best in class», des services de vulgarisation (analyse des sols, formations, plateformes de démonstration, suivi, accompagnement, conseil...) «C'est un dispositif transversal de solutions technologiques (user friendly) ainsi qu'un programme de renforcement de capacités en faveur des agriculteurs, de femmes rurales, de coopératives, de jeunes... L'ambition est de doter les agriculteurs d'outils scientifiques afin de passer d'une activité de subsistance à un business rentable et durable. La démarche scientifique est au coeur de l'ensemble des offres du programme Al Moutmir afin d'assurer la durabilité de l'initiative», expliquent les équipes d'ingénieurs de l'OCP.

Le bilan de cette initiative est riche en enseignements: Depuis le lancement du programme, plus de 30.000 agriculteurs ont été directement accompagnés. Mieux encore, 100.000 bénéficiaires ont été accompagnés indirectement via des plateformes à distance.

Autres indicateurs de succès de cette opération: plus de 45.000 analyses de sols ont été réalisées à travers la mobilisation de 7 laboratoires mobiles supplémentaires qui sillonnent les différentes régions du pays. L'intérêt étant de permettre aux agriculteurs accompagnés d'effectuer gratuitement les analyses pour une nutrition plus équilibrée des sols et des cultures. Au total, l'opération a sillonné 30 provinces avec la mobilisation d'une centaine de jeunes ingénieurs installés de manière permanente au plus près des agriculteurs.

Pour plus de résilience, plus de 20.000 hectares de semis directs ont bénéficié d'actions ciblées visant l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques. Depuis son lancement, l'initiative a mobilisé plus de 10.000 plateformes de démonstrations avec la couverture de trois grandes familles de cultures: les céréales et légumineuses, le maraîchage et l'arboriculture. Tout au long du cycle de la culture, plus de 15.000 formations ont été assurées au profit des cultivateurs. Par ailleurs, plus de 4.000 formations ont été effectuées au profit de femmes agricultrices. Une opération menée dans le cadre du programme de renforcement des capacités de la gente féminine. La jeunesse n'est pas en reste, puisque 4.000 jeunes leaders ont été accompagnés dans le cadre du renforcement de capacités. Dans la même veine, plus de 400 coopératives ont bénéficié du programme, afin de ratisser plus large auprès des membres et des communautés locales.

Résultat: Un impact considérable sur les rendements et la qualité de la production, notamment grâce aux programmes de semis direct et des plateformes de démonstrations.❑

Amin RBOUB

Repères

- 100.000 agriculteurs accompagnés directement
- 30.000 bénéficiaires directs
- 45.000 analyses de sol réalisées
- 7 laboratoires mobiles sillonnent les différentes régions
- Présence au niveau de 30 provinces
- Plus de 20.000 ha de semis direct
- Plus de 10.000 plateformes de démonstrations
- Plus de 15.000 formations au profit de femmes agricultrices (Elle Moutmir)
- Plus de 400 jeunes leaders mobilisés
- Plus de 400 coopératives accompagnées ❑

Technologie «Smart Blender»

POUR garantir davantage l'optimisation des ressources naturelles et l'utilisation adéquate des nutriments (N, P et K), le groupe OCP a introduit la technologie «Smart Blender». Ce dispositif consiste à fabriquer des formules NPK sur mesure pour chaque parcelle agricole sur la base de ses propres analyses de sols et de son rendement potentiel. «Le déploiement des unités de production Smart Blender aura permis la production d'engrais NPK Blend à la carte et sur mesure au niveau d'unités de proximité basées au plus près des agriculteurs et des parcelles», expliquent des ingénieurs OCP. Aujourd'hui, plus de 50 points de vente sont opérationnels dans différentes régions du Maroc. ❑

Semis direct et résilience

LE semis direct est une solution technologique utilisée afin d'augmenter la résilience de l'agriculture dans un contexte de changements climatiques. Face à la rareté des précipitations, il s'impose donc de trouver des alternatives de transition agro-écologiques via des mesures à la fois variées et complémentaires d'adaptation. Et c'est dans cet esprit que le programme Al Moutmir a lancé (fin 2019), en partenariat avec l'INRA et l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), une nouvelle offre de semis direct avec le concours de plusieurs associations locales et coopératives agricoles.

Concrètement, le semis direct consiste à utiliser des semoirs adaptés avec Zéro labour. Ce qui permet de préserver les sols, les stocks d'eau et contribue à un développement harmonieux de la vie microbienne des sols. La phase 1 du programme de semis direct aura bénéficié à plus de 10.000 ha avec 600 plateformes de démonstration dédiées et 35 semoirs mis à disposition. Au total, plus de 2.000 agriculteurs et 35 coopératives en ont bénéficié. ❑

Industrie laitière: Yaourts aromatisés, laits,

■ Copag-Jaouda, Centrale Danone et Domaines agricoles dévoilent leurs produits

■ Santé, naturalité, valeurs nutritionnelles et gustatives… en priorité

Yaourt nature ou aux arômes naturels, aux mélanges de fruits frais et secs, fromage aromatisé, fromage à tartiner, crème fraîche, lait de régime, lait de croissance… et divers emballages! C'est une sacrée gamme de produits laitiers dont dispose aujourd'hui le consommateur marocain. Fabriqués et conditionnés notamment par Copag-Jaouda, Centrale Danone et les Domaines Agricoles, ces produits, qui garnissent nos tables, attestent des grandes avancées réalisées dans ce domaine. Décryptage.

■ Qualité, santé, naturalité… les valeurs de la marque

Qualité, santé, naturalité, environnement et marocanité sont les cinq valeurs promues par Copag-Jaouda. Pour la santé, à titre d'exemple, la coopérative agricole opère d'une façon intégrée depuis les cultures jusqu'à la commercialisation mettant l'environnement au cœur de ses préoccupations et faisant de la qualité sa priorité. «Le respect des normes internationales nous permet de satisfaire clairement les différents besoins du marché», souligne son management. Et d'ajouter: «en termes de qualité, nous mettons l'accent sur la naturalité, en proposant de nouvelles recettes et garantissant au consommateur tous les bienfaits naturels et fraîcheur de ses produits». Et ce, à l'instar du yaourt «Tradition» au design évocateur des traditions ancestrales du peuple marocain, qui rappelle au consommateur des recettes d'antan au goût délicieux. Ce yaourt est disponible en pot de 110 g avec deux préparations aussi originale l'une que l'autre: Amlou-argan et cornes de gazelles. «En plus de nos produits phares, nous avons développé d'autres produits cuisine comme la crème cuisante, le lait de croissance pour les enfants en phase de croissance entre 8 et 24 mois, et du yaourt à boire comme le Raïbi duo», confie le responsable marketing de la marque.

Raïbi Jamila: Près d'un million de pots vendus par jour

EN avril 2017, Centrale Danone dévoilait, en marge du Siam, son nouveau Raïbi Jamila habillé d'un nouveau packaging. Selon la marque, ce packaging est le fruit d'une démarche de co-création avec les consommateurs qui s'inscrit en droite ligne de son credo qui place le consommateur au centre de son action avec une signature engageante: «Nta Lli Kayn». A noter que Raïbi Jamila est l'une des marques emblématiques de Centrale Danone qui rencontre beaucoup de succès auprès des consommateurs: près d'un million de pots vendus par jour.❑

■ Lait UHT Oméga 3, le nouveau-né de Copag

La coopérative agricole Copag-Jaouda lancera cette semaine son lait UHT Oméga 3. «Il s'agit d'un lait entier stérilisé UHT (ultra haute température) enrichi en acides oléiques (EPA et DHA) et vitamines», explique Hicham El Alaoui, directeur marketing chez Jaouda. Conditionné en emballage stérilisé qui lui conserve toute sa fraîcheur et sa valeur nutritionnelle. «C'est le premier lait UHT enrichi en Oméga 3 au Maroc. Il répond aux besoins spécifiques de certaines clientèles, car l'Oméga 3 contribue au bon fonctionnement cardiovasculaire, aide à réguler le cholestérol et à maintenir une peau resplendissante de santé», renchérit El Alaoui. A l'occasion du mois sacré, Copag-Jaouda dévoile également son yaourt Délicimo et son lait sans lactose. Pour le premier, comme son nom l'évoque, il s'agit d'une préparation laitière brassée sous différentes formes: aux pépites de chocolat, aux morceaux de la tarte au citron, aux morceaux de fruits (myrtille – mûre). Conditionné dans un joli pot préforme sleevé (avec sleeve), ce yaourt est d'une contenance de 140 g au design attrayant relevant le rang des yaourts à un nouveau standing. En outre, pour ce qui est du premier lait UHT sans lactose produit au Maroc, il fait partie de la gamme santé. «Ce lait répond aux besoins spécifiques de certaines personnes qui ont des troubles de digestion du lactose. C'est-à-dire les personnes qui ne digèrent pas le sucre naturel du lait (le lactose). Il s'agit d'un lait UHT entier sans lactose conditionné en emballage stérilisé de 1 litre avec un prix abordable», précise-t-on.

■ Centre Danone pour une alimentation saine et équilibrée

Chez Centrale Danone, c'est le passeport santé qui est mis en avant. «Naturellement riches en nutriments essentiels, le lait et les produits laitiers constituent une partie intégrante d'une alimentation saine et équilibrée», souligne la firme. «Première source de calcium, ils fournissent des protéines de valeur nutritionnelle élevée, des vitamines (D, B2, B12, etc.) et d'autres minéraux selon le type de produit (phosphore, magnésium, iode, etc.)», affirme-t-elle, rappelant que «le ministère marocain de la Santé recommande la consommation de 2 à 3 portions de produits laitiers par jour». Idem, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande que les femmes enceintes et les mères de nourrissons et de jeunes enfants soient particulièrement bien informées sur les avantages du lait maternel, l'importance d'une alimentation équilibrée pour la mère, l'effet négatif d'une alimentation mixte du nourrisson, ou encore les implications socioéconomiques à prendre en considération dans le choix de la méthode d'allaitement.

Il est important de rappeler le coût qu'engendre l'utilisation des laits infantiles, en précisant les quantités à utiliser selon l'âge de l'enfant. Pour Centrale Danone, «le lait est l'aliment nutritif par excellence. Il contient de nombreux nutriments: protéines de très haute qualité qui contribuent à l'augmentation et au maintien de la masse musculaire, du calcium pour le développement et le maintien d'une bonne santé osseuse, ainsi que du phosphore, du potassium, des vitamines B2 et B12…». «Sur le marché, le lait Centrale est le seul lait 100% marocain, 100% naturel, sans conservateurs et sans antibiotiques», ajoute l'entreprise. Qu'il soit entier, demi-écrémé ou écrémé, le lait reste aussi riche en calcium, en vitamines B et en protéines. Au cours de l'écrémage, seules les graisses et certaines vitamines (vitamine A notamment) peuvent être éliminées.

fromages… la concurrence se durcit

■ Différentes gammes chez la marque Chergui aussi

Chez Les Domaines Agricoles, la marque Chergui se décline en différentes gammes de produits aux recettes authentiques ou originales, privilégiant toujours le goût et la richesse des ingrédients. Comme pour les autres, cette marque regroupe plusieurs catégories de produits. Il y a des yaourts à la cuillère des fermes (Jnane), les crémeux (crème de Chergui), les gourmands (brassés aux fruits), les diététiques (Finesse), santé (Bifidus) et au lait de chèvre. Sans oublier les yaourts à boire (à la pulpe de fruits (Daya) et aromatisés (Raïbi)), les jus de fruits au lait (Fawakih), les desserts bicouche aux fruits, ainsi que les fromages au lait de vache et au lait de chèvre. «Chergui s'adresse aux consommateurs désireux de savourer des produits premium, sains et naturels, emprunts d'élégance et de finesse. La qualité gustative des produits est assurée par une sélection rigoureuse des matières premières. Nos packagings allient modernité, praticité et innovation», soulignent les responsables de la marque. Côté distribution, leurs produits sont disponibles sur tout le territoire marocain, en grande et moyenne distribution, dans les commerces de proximité et dans le réseau des boutiques «Les Domaines».

■ Lait, Yaourt, Lben… des textures et des arômes

«Nos laits UHT (Ultra haute température) et pasteurisés, sont des laits naturels, recueillis auprès de nos éleveurs conventionnés», rassure Centrale Danone. Depuis leur collecte jusqu'à leur mise en brique, ils sont analysés à chaque étape. Pour assurer une conservation idéale, le producteur applique différents traitements thermiques, et ce, sans ajout de conservateurs ou autres produits chimiques. Ces traitements thermiques permettent de préserver toutes les qualités du lait, en détruisant les micro-organismes nocifs pour la santé. Pour ce qui est du yaourt, l'entreprise rappelle qu'à sa genèse, celui-ci était vendu en pharmacie pour les nombreux atouts qui font de lui un allié d'une alimentation équilibrée. Partout dans le monde, le yaourt était et demeure associé à la santé. Résultat de ferments lactiques d'origine naturelle ajoutés au lait lors du processus de fermentation, il concilie plaisir et bienfaits nutritionnels à merveille. «Chez Centrale Danone, nous travaillons constamment sur nos recettes pour offrir un yaourt bon pour la santé de nos consommateurs et pour leurs papilles!» explique-t-on. Et de poursuivre: «Qu'ils soient fermes (Danone Assil), brassés (Danone Velouté) ou à boire (Dan'up), tous les yaourts Centrale Danone sont conçus avec des ingrédients d'origine naturelle et sans conservateurs». Yaourt nature, aux fruits ou encore aromatisé, il est important de consommer régulièrement des yaourts d'origine naturelle et sans conservateurs. Une habitude essentielle pour préserver la santé grâce aux nombreux nutriments essentiels (vitamines B2, B12, phosphore, iode, etc.) qu'ils contiennent. Pour sa part, le Lben, produit incontournable du terroir marocain, est un lait fermenté obtenu grâce à la coagulation du lait avec des ferments lactiques. Grâce à ses ferments, sa texture à la fois onctueuse et rafraîchissante et son goût légèrement acidulé, le Lben est à l'origine de nombreux bienfaits. Il facilite la digestion, notamment celle du lactose (sucre naturel du lait), et exerce une action bénéfique sur la flore intestinale. Signalons à ce titre que «le savoir-faire de Danone réside aussi dans la sélection des bactéries parfaites et de les faire intervenir au bon moment». «La transformation du lait n'aura lieu que si les bactéries se sentent bien. Elles auront besoin du lactose et d'une température idéale. Ce processus va conférer au yaourt et au lait fermentés un fondant, une texture, et une onctuosité unique», est-il expliqué. «Le processus de fermentation terminé, le yaourt est refroidi. Ensuite, en fonction du type de yaourt, le produit sera versé en bouteille ou dans des pots», conclut-on.❑

Y.S.A.

Moufid pour marquer l'enfance

POUR Centrale Danone, l'enfance est une période marquée par les premiers apprentissages. Les enfants y développent leur imagination et s'éveillent à la découverte du monde. Pour les accompagner dans leur croissance physique et leur éveil, la marque a lancé, en 2019, Moufid avec une nouvelle recette naturelle, sans conservateurs, pour que les enfants puissent continuer à faire face avec la même intensité aux défis d'une journée à l'école avec les copains, tout en répondant à leurs besoins nutritionnels spécifiques. Moufid offre une gamme de produits source de calcium et vitamine A, et accompagne également les enfants dans leur éveil en proposant une série de questions/réponses présents dans chaque pot Moufid et couvrant cinq thématiques différentes en ligne avec ce que les enfants étudient à l'école à cet âge de l'enfance. ❑

Oléagineux: Réduire la dépendance à l'import

■ **Pourquoi les coûts ont drastiquement augmenté**

■ **La volatilité des prix relance le débat sur l'autonomie de la filière**

■ **Le challenge de monter à 10% des besoins du marché en 2030**

LA flambée des prix des produits oléagineux pèse lourdement sur le coût des importations depuis fin 2020. Pour ses approvisionnements en matières premières, la filière dépend totalement des importations. Le Maroc importe la quasi-totalité de ses besoins dédiés à la consommation intérieure sous forme d'huiles brutes ou de graines à triturer. D'où les fluctuations des prix, en ce début 2021 au Maroc, résultant de la conjoncture internationale. En effet, la hausse des prix des produits oléagineux, enclenchée depuis le 2e semestre 2020, a drastiquement augmenté les coûts d'importation. D'ailleurs, le prix du complexe oléagineux (huiles, graines, tourteaux) a atteint son plus haut niveau depuis 2014: le cours du soja a augmenté de 80%, celui du tournesol est passé à 90%... Ces tendances haussières ont eu des impacts directs sur les coûts des importations au Maroc. Face à cette situation, et pour réduire l'exposition à la volatilité des prix, les experts s'accordent à dire que la solution est de développer des filières de production d'oléagineux afin d'améliorer la souveraineté nationale en huiles et protéines végétales.

Les régions de production sont réparties comme suit: Gharb-Chrarda-Béni Hssen, Meknès-Tafilalet, Tanger-Tétouan, Khemisset-Rabat, Fès-Boulemane, l'Oriental ou encore Taza-Al Hoceima (Ph. DR)

Même avis du côté de l'interprofession (Folea), qui est soutenue par Maghreb Oléagineux. Un programme cofinancé par l'Union européenne et Terres Univia. L'interprofession préconise également l'autonomie en huiles et protéines végétales et ce, par le biais de la production nationale. «La question de l'autonomie en huile et protéines végétales au Maroc est un enjeu de taille. Le développement de filières nationales de colza et de tournesol permettra de réduire considérablement la dépendance aux importations, d'améliorer l'équilibre de la balance commerciale et de renforcer l'activité économique, notamment dans les zones rurales», précise l'interprofession. Bien évidemment, développer une production nationale permettra de réduire l'impact sur le budget des ménages, qui paient 2 DH de plus le litre toutes marques confondues, depuis février dernier.

En effet, les besoins moyens du Maroc sont de l'ordre de 1,08 million de tonnes de tourteaux et 756.000 tonnes d'huiles de graines, majoritairement satisfaits par des importations. Au cas où les hausses des prix du complexe oléagineux se maintiennent à l'international, le surcoût sur la balance commerciale pourrait être de plus de 3 milliards de DH.

De l'avis d'analystes du marché des commodités, la hausse des cours à l'international s'explique par des ruptures des chaînes d'approvisionnement provoquées par la pandémie Covid-19, la sécheresse dans certains pays ou encore la forte demande de la Chine qui reconstitue ses stocks... Premier pays consommateur mondial de soja, la Chine en a importé 60% de la production globale en 2020. Ce qui s'est traduit par de fortes tensions sur le marché des céréales dans sa globalité. Dès la mi-janvier 2021, les contrats à terme sur le soja avaient atteint leur pic depuis plus de 6 ans à Chicago.❏

A.R.

Contrat-programme

DE sources concordantes, le contrat programme avec l'interprofession n'a pas eu les effets escomptés. Parmi les raisons avancées, la forte concentration de l'industrie: 5 opérateurs dont 3 détiennent 98% de la production des huiles de table. De plus, les besoins du Maroc en huiles et tourteaux s'élèvent annuellement à près de 8 milliards de DH. Le marché des tourteaux est compris entre 900.000 et 1 million de tonnes. Celui des huiles de table est de l'ordre de 400.000 à 430.000 tonnes. Les huiles de table embouteillées sont le segment prépondérant avec un taux qui varie entre 65 et 75% du volume global. Sur les 5 entreprises opérant dans le secteur des huiles, 3 s'accaparent 98%. Le reste (2%) est réparti entre deux opérateurs! C'est dire l'ampleur de la concentration. En 2019, le Maroc a produit 17.000 tonnes d'huiles et 22.500 tonnes de tourteaux de colza et de tournesol. Quoi qu'importants, ces volumes restent en deçà des besoins domestiques en huiles. Le défi est de monter en production afin d'atteindre 70.000 ha de colza et tournesol à l'horizon 2030. Ce qui permettrait de produire 126.000 tonnes de graines et une couverture de 10% des besoins du marché national. Ces objectifs quantitatifs ne peuvent s'inscrire dans la durée sans des semences de qualité et à fort potentiel de rendement. ❏

Tournesol

LE tournesol est la principale graine oléagineuse. La production de tournesol (principalement celle des petits agriculteurs) est orientée vers le marché spécialisé du tournesol de bouche (graines de tournesol comestibles). Celui-ci offre des prix plus attractifs pour les agriculteurs (10 à 15 DH/kg, ce qui équivaut à 1.150/1.725 dollars EU/tonne, soit plus du double du prix de la graine de tournesol destinée à la trituration). Toutefois, ce marché est de taille limitée et montre peu de signes d'essor. La surface de production du tournesol est concentrée sur le Nord-Ouest dans la zone dite Bour favorable. Les régions de production sont réparties comme suit: Gharb-Chrarda-Béni Hssen, Meknès-Tafilalet, Tanger-Tétouan, Khemisset-Rabat, Fès-Boulemane, l'Oriental ou encore Taza-Al Hoceima. Le tournesol cultivé dans ces régions est essentiellement issu d'une production pluviale. Le tournesol constitue la principale culture oléagineuse avec toutefois des fluctuations importantes de superficies du fait qu'elle est considérée par les agriculteurs comme une spéculation de substitution, en cas d'inondations ou de sécheresse. La superficie moyenne de tournesol est de 44.000 ha.

La production du tournesol est passée de 19.000 tonnes en 2012 à 38.000 actuellement. La superficie du tournesol reste souvent très variable puisqu'elle est pratiquée généralement en alternative lorsque les conditions climatiques notamment l'excès d'eau ou la sécheresse du début du cycle affecte la saison céréalière. Cette superficie peut atteindre plus de 50.000 ha.❏

«La refonte des chaînes d'approvisionnement ouvre des brèches»

■ Une opportunité pour démultiplier les possibilités de partenariat et d'export

■ Hausse de plus de 260% des exportations agricoles sur la période 2007-2021

Youssef Rouissi, directeur général adjoint du groupe Attijariwafa bank en charge du Pôle Corporate & Investment Banking: «Les perspectives de développement du secteur demeurent favorables y compris en contexte de crise afin de tirer avantage des opportunités, notamment celles liées à la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales» (Ph. AWB)

- L'Economiste: A quoi imputez-vous la résilience du secteur agroalimentaire dans le contexte actuel? Quelles sont vos projections à moyen terme?

- Youssef Rouissi: En effet, le secteur agroalimentaire marocain démontre, dans ce contexte de crise, sa résilience et son engagement dans le développement socioéconomique national, ceci grâce à plusieurs facteurs clés.

Tout d'abord, l'autosuffisance nationale quant aux besoins du marché local en produits de première nécessité a été construite grâce à une orientation souveraine du Royaume et une forte volonté nationale, ayant permis l'émergence d'opérateurs compétitifs dans les différentes filières. De plus, ces derniers ont mené des efforts conséquents en termes d'investissements et d'intégration des filières afin d'atteindre un niveau de compétitivité adéquat. Enfin, l'ouverture sur l'international à travers l'activité à l'export mais également des investissements ciblés à l'étranger constituent des facteurs de résilience du secteur agroalimentaire national, lui permettant de diversifier ses débouchés tout en maintenant des prix compétitifs.

Les perspectives de développement du secteur demeurent favorables y compris en contexte de crise afin de tirer avantage des opportunités, notamment celles liées à la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales. En effet, la recherche du meilleur couple proximité/compétitivité par les donneurs d'ordre mondiaux ouvre probablement aux opérateurs du secteur agroalimentaire national de nouvelles perspectives d'alliances et de partenariats, en vue d'adresser les marchés internationaux et africains.

- Treize ans après le lancement du plan Maroc Vert, les résultats sont-ils conformes aux attentes?

- Le plan Maroc Vert constitue une réussite majeure ayant impacté positivement l'agriculture marocaine, avec des réalisations en phase avec la vision stratégique initiale. D'importantes réalisations ont pu être accomplies aussi bien sur le plan de la compétitivité que de l'inclusion du monde rural à travers le développement d'écosystèmes de mieux en mieux intégrés.

Ainsi, la valeur ajoutée agricole devrait doubler au cours des 14 dernières années passant de 65 milliards de DH en 2007 à un niveau de 130 milliards de DH attendu en 2021 avec une croissance de plus de 260% des exportations agricoles. Le volet social a également été positivement impacté avec la création de 50 millions de journées de travail soit entre 250.000 et 300.000 emplois agricoles.

- Quel bilan tirez-vous des actions du groupe Attijariwafa bank et quel est le niveau de ses engagements?

- Grâce à l'impulsion et aux réalisations du plan Maroc Vert, le secteur agricole marocain conforte son rôle en tant que locomotive de l'économie nationale et d'acteur de référence dans le développement et l'inclusion du monde rural.

Ainsi, le groupe Attijariwafa bank accompagne le développement du secteur agro-industriel, à travers des engagements répartis entre les différentes filières: sucrière, maraîchère, laitière, minoteries et céréaliers aussi bien pour l'activité import que pour la récolte locale, ou encore avicole à travers la réalisation notamment des extensions des principales unités industrielles d'aliments composés ou de création d'unités d'abattage au Maroc.

Par ailleurs, la banque appuie fortement l'agrégation autour des groupes agro-industriels leaders dans une logique d'inclusion des agriculteurs, assure le financement des supply chain, accompagne la digitalisation de l'ensemble des acteurs, et met à leur disposition des instruments adéquats de couverture des risques de marché. Enfin, nous accompagnons activement les acteurs du secteur dans leur développement à l'international.

- La technologie bouleverse les codes dans de nombreuses activités traditionnelles. L'industrie agroalimentaire n'y échappe pas. Quels sont les principaux défis pour les acteurs du secteur afin de rester compétitifs?

- A l'instar de l'ensemble des secteurs, l'industrie agroalimentaire est confrontée à des enjeux technologiques majeurs dans le but de maintenir et renforcer sa compétitivité. Ainsi, les enjeux de transformation digitale concernent l'ensemble de la chaîne de valeur, aussi bien concernant l'amont agricole qu'en matière de process industriels et de distribution des produits.

L'amélioration du taux de mécanisation agricole et la robotisation de certaines tâches agricoles constituent également des facteurs clés de compétitivité, au même titre que la réduction de l'empreinte carbone du secteur dans une logique de préservation de l'environnement et de réponse aux exigences des marchés nationaux et internationaux.❑

Propos recueillis par Franck FAGNON

Des marges de progrès

«LE plan Maroc Vert s'inscrit dans une démarche d'amélioration permanente, capitalisant sur les acquis. A titre d'illustration, cela peut porter sur l'accélération de la mise en valeur des produits issus de l'agriculture combinée à la rationalisation des ressources notamment hydriques, à travers la mécanisation et la mise à niveau des process industriels. La poursuite des efforts en termes d'inclusion des petits agriculteurs grâce à des programmes d'agrégation efficients, de labellisation et de traçabilité de leurs produits, constitue également un axe d'amélioration permanent. D'autres potentialités subsistent, parmi lesquelles la poursuite de l'élargissement des débouchés à l'export grâce à l'utilisation des canaux modernes de commercialisation - notamment le digital - vers des marchés tels que les États-Unis ou l'Amérique latine, ou encore l'introduction de réformes juridiques du foncier agricole permettant d'éviter le morcellement excessif des surfaces agricoles».❑

Filière sucrière:

■ Hausse de 10% par an du revenu des agriculteurs

■ Rendement proche de 10 tonnes de sucre à l'hectare

■ Emergence d'un véritable écosystème autour de l'activité

La filière sucrière est la seule à être à 100% intégrée (Ph. LEconomiste)

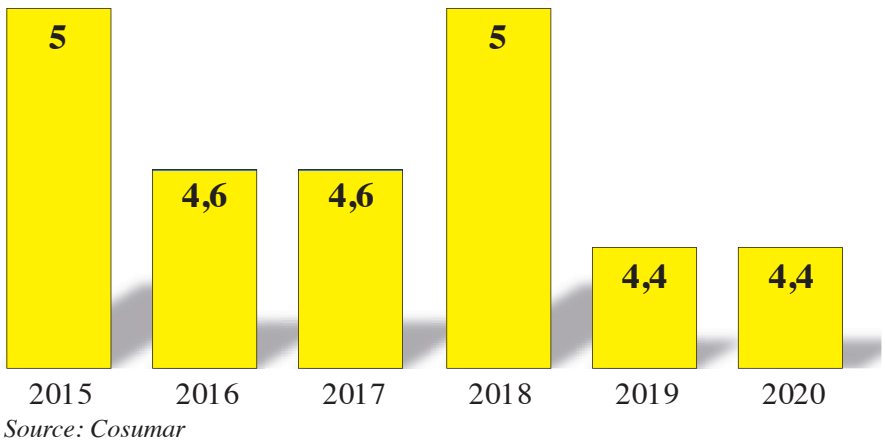
PARI réussi pour la filière sucrière. L'agrégation de l'amont agricole y joue à plein régime. Petits, moyens et gros producteurs de plantes sucrières évoluent dans le système. Mieux, la filière s'est entourée d'un véritable écosystème. Selon le groupe Cosumar, «il se compose de 330 sociétés de distribution et de prestations de services agricoles». De même, pas moins de 2.000 entreprises sont fournisseurs du groupe.

La filière sucrière revêt une importance stratégique pour la sécurité alimentaire du pays. En assurant près de 50% des besoins du pays en sucre, elle a constitué de véritables pôles socioéconomiques autour des régions où sont implantées les usines. L'activité génère près de 5.000 emplois directs et indirects, tout en contribuant au revenu de 80.000 agriculteurs.

L'année 2020 a été particulière pour l'activité sucrière, notamment en raison du manque d'eau. Ce qui s'est traduit par le rationnement des dotations d'irrigation à partir des barrages (essentiellement dans les régions des Doukkala et Moulouya). D'où des perturbations de la mise en place des semis. Résultat, la production de betterave sucrière s'est établie à 3,6 millions de tonnes en 2020 (contre 3,9 pour la campagne précédente) pour un rendement d'extraction de 10 tonnes de sucre à l'hectare. Celle de la canne à sucre (produite pour l'essentiel dans les zones du Gharb et Loukkos) a par contre augmenté, passant de 556.000 tonnes en 2019 à 792.000 tonnes en 2020. Avec à la clé un rendement d'extraction de 9,6 tonnes de sucre/hectare. Au total, la production de sucre blanc issue des plantes locales

Plantes sucrières: La production stagne

(En millions de tonnes)



Source: Cosumar

Sur les six dernières années, la production des plantes sucrières (canne et betterave à sucre) s'est stabilisée autour d'une moyenne de 4,5 millions de tonnes. Néanmoins le rendement en sucre a suivi une tendance haussière, frôlant actuellement les 10 tonnes à l'hectare

Avec la maîtrise de l'irrigation, l'activité de la canne à sucre peut se révéler hautement rentable. Aussi des efforts sont-ils déployés pour améliorer l'itinéraire technique de cette plante d'origine tropicale *(Ph. Cosumar)*

Les fondamentaux s'améliorent

s'est élevée à 525.000 tonnes en 2020. L'ensemble des investissements menés en amont pour l'amélioration des indicateurs clés a bénéficié directement aux agriculteurs qui ont vu leur revenu augmenter de 10% en moyenne par an. Le groupe Cosumar est par ailleurs reconnu comme modèle d'agrégation de 80.000 agriculteurs. Ce rôle s'articule autour de plusieurs actions. Il s'agit du soutien financier et de l'encadrement à tous les stades de l'itinéraire technique des plantes sucrières.

Près de 650.000 tonnes exportées

L'ANNÉE 2020 a été propice au traitement du sucre brut importé. Avec la baisse des cours des produits énergétiques, Cosumar a saisi l'opportunité pour développer les volumes réexportés de sucre blanc. En 2020, les expéditions ont porté sur 647.000 tonnes, en hausse de 25% par rapport à l'année précédente.

A noter que l'import du sucre brut est réalisé dans le cadre du régime d'admission temporaire et donc en dehors du système de compensation.

Avec une capacité de production excédentaire, soit 2 millions de tonnes de sucre par an, Cosumar exploite l'excédent en saisissant les opportunités offertes par le marché international. ❑

L'accompagnement concerne également une prise en charge du transport de la production agricole vers les usines de traitement avec la garantie d'achat de la production. «A la réception, la transparence est de mise quant à l'agréage de la betterave et de la canne à sucre dans les centres», soutient le groupe Cosumar. L'adoption de nouvelles techniques comme l'agriculture de précision et la digitalisation des opérations de protection des plantes relève des dernières innovations.

Parallèlement, l'outil industriel a connu un vaste plan de mise à niveau. Au total, le montant des investissements se chiffre à près de 10 milliards de DH. Il a concerné, entre autres, des installations industrielles en remplacement d'équipements vétustes tout en assurant la transition vers des technologies plus performantes, moins énergivores et plus respectueuses de l'environnement. La raffinerie de Casablanca a quant à elle bénéficié d'une augmentation de sa capacité de production qui est aujourd'hui de 4.250 tonnes/jour afin de sécuriser la couverture du marché national et d'exploiter les opportunités à l'export via le raffinage du sucre brut importé.

La capacité de stockage a également été sécurisée avec la mise en service en 2020 d'un nouveau silo de sucre blanc de 40.000 tonnes et la construction d'un nouveau silo de sucre brut d'une capacité de 34.000 tonnes. Ces nouvelles installations permettent de renforcer la flexibilité de l'entreprise en termes de sécurité d'approvisionnement du marché national.❑

A.G.

Produits du terroir: Pari réussi!

■ Labellisation, valorisation de la diversité, la filière a réalisé un saut qualitatif en 12 ans

■ Carton plein aussi pour la promotion et la commercialisation au Maroc et à l'international

En matière de reconnaissance, 70 produits ont été labellisés dont 58 indications géographiques, 6 appellations d'origine et 6 labels agricoles

SAFRAN, huile d'olives, huile d'argan, couscous, miel, dattes, olives conditionnées, henné, huiles essentielles, cosmétiques bio… le Maroc, qui recèle de biodiversité variée, parie sur les produits du terroir, un des piliers de l'économie solidaire. En atteste l'intérêt porté à sa valorisation et sa promotion tant au niveau national qu'international. Depuis 2008 et l'entrée en vigueur de la loi 25-26 relative aux signes distinctifs d'origine et de qualité des denrées alimentaires et des produits agricoles et halieutiques, la filière a pu réaliser un saut qualitatif. Ainsi, en matière de reconnaissance, 70 produits ont été labellisés dont 58 indications géographiques, 6 appellations d'origine et 6 labels agricoles. Ces reconnaissances ont permis d'aider au développement des filières mais aussi des zones rurales d'origine qui étaient marginalisées. La stratégie comprend également un soutien et un appui des acteurs des produits du terroir et en premier lieu les coopératives très présentes dans certaines filières. En effet, des centaines de coopératives féminines s'activent dans le domaine des produits du terroir à Agadir, Essaouira, Fès et Drâa Tafilalet… Ce sont les femmes issues du monde rural dont les vies ont complètement changé après la création des coopératives dédiées à la fabrication artisanale du couscous, du miel ou encore des huiles. Elles ont pu générer des revenus pour les femmes de la région et aussi pour leurs proches, accompagnées en cela par l'Agence pour le développement agricole (ADA) qui pilote le développement de la commercialisation des produits du terroir. «Ce qui nous encourage davantage à aller de l'avant, c'est l'impact positif sur la vie des adhérents des coopératives. La femme rurale représente 55% des bénéficiaires. A titre d'exemple, les revenus issus de l'argan se sont multipliés par 3 ou 4 dans certaines régions», indiquent des responsables de l'ADA. Pour ce faire, la stratégie s'articule autour de plusieurs leviers d'intervention prioritaires situés à différents niveaux de la chaîne de valeur. En chiffre, l'ADA a mis en place 6 programmes de mise à niveau de groupements producteurs des produits du terroir, qui ont touché 105 groupements présidés par des femmes, représentant près de 220 coopératives féminines relevant de toutes les régions du Royaume et opérant dans 16 catégories de produits (argan et dérivés, couscous et dérivés, cactus et dérivés, dattes et dérivés, amandes et dérivés, arachide et dérivés, PAM, olives de table, huile d'olive, noix, figues, truffes, légumineuses, vinaigre de pommes, confiture de cerises et produits d'origine animale). Pour faciliter l'accès aux circuits de distribution, un programme d'accompagnement pour l'accès aux grandes et moyennes surfaces (GMS) a été mis en place pour référencer plusieurs produits du terroir à Marjane/Aswak Assalam et Label'Vie/Carrefour. Aujourd'hui, 164 coopératives dont 42% sont féminines commercialisent divers produits du terroir au niveau des grandes surfaces. Le même accompagnement a été réalisé au niveau du marché solidaire de Casablanca construit en faveur des groupements producteurs de produits du terroir et dans lequel 130 groupements féminins (parmi les 202 groupements référencés) ont pu introduire divers produits du terroir. Carton plein aussi au niveau de la promotion et de la commercialisation des produits du terroir sur le marché international. Dans le temps d'avant la Covid, les coopératives et les producteurs participaient aux manifestations internationales, telles le Salon international de l'agriculture de Paris, le Salon international de l'alimentation à Abu Dhabi ou encore la Semaine Verte de Berlin… A ce jour, 256 groupements producteurs de produits du terroir dont 39% sont des femmes, représentant 747 coopératives, ont pris part à ces salons. Et sans l'arrêt des salons et autres événements du genre, le bilan aurait été encore plus important. Ce n'est que partie remise, promet-on! ❑

Badra BERRISSOULE

Appui aux efforts de labellisation

L'ADA a créé un label collectif Terroir du Maroc enregistré en tant que marque. L'objectif est de régulariser l'usage de l'image du «made in Morocco». Ce label est renouvelable tous les trois ans pour favoriser le suivi de la qualité. Ce label collectif a été octroyé à 527 produits du terroir émanant de 167 groupements producteurs des produits du terroir marocain répartis sur 12 régions du Royaume, opérant dans 6 filières des produits du terroir (argan, couscous, figue de barbarie, rose, amandes et olive de table). Les 167 groupements représentent 305 coopératives des produits du terroir avec quelque 11.060 adhérents. 28% d'entre eux sont des femmes (3.144 membres). ❑

Vente et promotion en ligne

L'ADA Très tendances, les produits de terroir sont porteurs de valeurs d'authenticité, de santé et de bien-être et sont plébiscités par le consommateur. Si les grandes enseignes leur consacrent une place dans leurs rayons à ces produits, l'objectif à terme est de mettre en relation directe producteurs de terroir et les consommateurs nationaux et internationaux. Ainsi, l'ADA est en train de travailler pour la mise en place d'un nouveau site web dédié à la promotion et la commercialisation électronique des produits du terroir. Une belle opportunité pour étendre l'accessibilité de ces produits à tous les consommateurs, ce qui se répercutera d'une manière très positive sur les GIE et les coopératives. A noter par ailleurs que 18 groupements dont 8 sont présidés par des femmes ont pu créer leurs propres sites de vente en ligne pour les produits d'argan, des dérivés de figue de barbarie, du miel et des plantes aromatiques et médicinales, et ce dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat signée en 2014 avec le ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique.❑